



**Communiqué de  
l'Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique**

**Famine dans la Corne de l'Afrique, la sécheresse n'explique pas tout**

Une nouvelle fois les médias affichent à la Une des enfants faméliques aux yeux révoltés. Messages d'appel à la générosité publique et bientôt apparaîtront des affiches sur les panneaux publicitaires. Voudrait-on culpabiliser le lecteur ou le téléspectateur en lui cachant l'origine du mal, qu'on ne s'y prendrait pas mieux ?

Car ils ne sont pas légions les articles ou les émissions qui traitent de la politique agricole qui prévaut sur le continent africain, perpétuant son pillage. Pourtant ce ne sont pas les sources d'information qui manquent. En mai 2009 un rapport de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) pointait la progression des transactions de terres agricoles depuis 2004 en s'interrogeant sur leur finalité : accaparement ou opportunité de développement ?... De nombreuses ONG ont alerté sur les drames qui apparaissent déjà : Via Campesina, CCFD Terre Solidaire, Oxfam Grande Bretagne ...

Les terres agricoles africaines sont devenues l'objet d'énormes profits d'exportation dans l'alimentaire et l'agro carburant. Madagascar, le Mali, le Mozambique, le Soudan, le Ghana, le Kenya sont dépecés de terres agricoles... en Ethiopie l'Etat a accordé 3,6 millions ha de terres dans l'Ouest du pays pour des périodes de 30 à 100 ans contre un loyer annuel dérisoire de 4,3 euros par hectare.

Cette razzia s'effectue sans consultation des paysans et au mépris de leurs droits légaux ou coutumiers. Elle est cause de l'envol des prix des produits agricoles et conduit à des spéculations criminelles au moment de la période de soudure. C'est ce qui contraint actuellement les Somaliens à quitter leurs régions pour rejoindre les points de distribution des donateurs comme en ont témoigné des déplacés au micro de RFI.

Il existe pourtant des pare-feu aux sécheresses qui ne sont pas nouvelles en Afrique. Ce n'est pas le manque de denrées qui cause la situation actuelle, mais elles sont trop chères pour les populations. Les spéculateurs constituent des stocks lors des récoltes pour faire danser les prix à l'époque de la soudure. Les céréales ont augmenté de 270% dans la région où la famine sévit. Pourtant il est possible d'effectuer des investissements non spéculatifs pour revendre ces produits ultérieurement à des prix abordables ; mais cela s'organise, et c'est de la responsabilité des pouvoirs publics locaux et d'une véritable politique de coopération en développant les infrastructures et l'agriculture vivrière.

Pour sa part la communauté internationale devrait tirer enseignement de cette situation pour se saisir sérieusement de la question de l'accaparement des terres qui est cause des famines et des conflits dans cette région de l'Afrique. Une situation qui pourrait aussi se propager ailleurs en Afrique et dans le monde. Il est donc nécessaire de mettre fin au dumping agricole que l'Europe mène et qui contribue à détruire la paysannerie africaine.

Dans l'immédiat, il convient de porter secours d'urgence aux populations en grand danger. Pour toute la région les besoins sont estimés à 1,2 milliards de dollars. Les fonds devraient être trouvés aussi facilement que pour les bombardements en Libye et autres terrains d'interventions armées pour lesquels aucun appel aux dons n'a été nécessaire.

Une crainte : la situation actuelle et les commentaires des médias rappellent étrangement l'année 1992 au cours de laquelle Bernard Kouchner avait lancé son opération écran de fumée "*un sac de riz pour la Somalie*". Elle visait en réalité à préparer le débarquement militaire américain filmé (par des cameramen présents sur la plage avant même l'arrivée des porte-avions). Serions-nous à la veille d'une nouvelle intervention occidentale dans cette région de l'Afrique où la misère et le sous-développement ont entraîné la déliquescence de l'Etat somalien et conduit des pêcheurs sans perspective à trouver ressource dans les actes de piraterie et prises d'otages ?

Bagnolet le 1<sup>er</sup> août 2011